

Art. 7. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
R. DELIZEE

Art. 7. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
R. DELIZEE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 286

8 DECEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, notamment l'article 2^{ter};

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Sur proposition de notre Ministre-Président et vu la délibération de l'Exécutif du 25 novembre 1988,

Arrêtons :

Article unique. Est approuvé le règlement d'ordre intérieur proposé par la Commission de recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences, tel qu'il est reproduit en annexe.

Bruxelles, le 8 décembre 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
V. FEAUX

**RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR
DE LA COMMISSION DE RECOURS EN MATIÈRE DE CONGÉS,
DE DISPONIBILITÉ ET D'ABSENCES**

CHAPITRE Ier. — Du recours

Article 1er. Les recours sont adressés au secrétariat de la Commission de recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences, c/o Secrétariat général - Direction d'administration du personnel.

Art. 2. Une copie du recours est adressée au Ministre qui a le personnel dans ses attributions.

Art. 3. Dans les dix jours de l'introduction du recours, le Ministre ayant le personnel dans ses attributions, ou son délégué, transmet toutes les pièces de l'affaire, dûment inventoriées, au secrétariat de la Commission.

Il mentionne, à cette occasion, le nom, le grade et l'adresse du fonctionnaire désigné pour défendre la mesure contestée.

CHAPITRE II. — De la fixation de la date de l'audience et de la convocation

Art. 4. La Commission se réunit à la date fixée par le Président.

Art. 5. L'assistance des membres convoqués à l'audience est obligatoire. Les motifs d'un empêchement légitime doivent être portés à la connaissance du secrétaire.

Art. 6. § 1er. Les convocations sont adressées aux assesseurs, au fonctionnaire délégué et au requérant, de manière à laisser un délai minimum de dix jours francs pour la consultation, à titre confidentiel, du dossier.

§ 2. Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du dossier au secrétariat de la Commission.

CHAPITRE III. — De la composition de la Commission

Art. 7. § 1er. Pour siéger et délibérer valablement, la Commission est composée comme suit.

Le Président, le secrétaire et au minimum quatre assesseurs, soit deux membres nommés par l'Exécutif, ou le membre de l'Exécutif désigné à cette fin, et deux membres désignés par les organisations syndicales représentatives, ou leurs suppléants.

Lorsqu'après convocation des membres, la Commission n'est pas en nombre utile, elle pourra, en cette même affaire, lors de la séance suivante, siéger et statuer valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. Les membres qui sont intervenus en qualité de supérieur hiérarchique dans la prise de la décision contestée ne peuvent pas siéger dans l'affaire en question.

Il en est de même pour ceux qui sont intervenus dans la procédure ayant abouti à cette décision.

Ils sont tenus d'en avertir au plus tôt le secrétariat.

Ne sont pas réputés tels les fonctionnaires et agents dirigeant la Direction d'administration du personnel, en ce qu'ils assument l'instruction du dossier en vue de le soumettre à l'autorité investie du pouvoir de décision.

Art. 8. Les assesseurs qui cessent d'être en activité de service, préviennent le secrétariat qui fera le nécessaire pour provoquer leur remplacement.

Les assesseurs qui se trouvent dans la position de détachement syndical, ou qui sont autorisés à exercer leurs fonctions dans un cabinet ministériel, préviendront également le secrétariat et s'abstiendront de siéger.

CHAPITRE IV. — Du fonctionnement de la Commission

Art. 9. Les séances de la Commission de recours sont ouvertes et closes par le Président. Celui-ci dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée.

Il est établi un procès-verbal.

Le procès-verbal comporte limitativement les mentions suivantes :

- la date de la réunion;
- la composition de la Commission;
- les personnes éventuellement entendues;
- la chronologie des interventions;
- l'avis ou la décision.

L'avis ou la décision reprennent le résultat des délibérations.

Art. 10. § 1er. La Commission siège à huit clos.

§ 2. Après clôture des débats, la Commission délibère et statue en l'absence des parties, de ceux qui les ont assistées et du fonctionnaire qui était chargé de défendre la mesure contestée.

§ 3. Les avis et décisions sont pris à la majorité des voix. En cas de partage, l'avis ou la décision sont considérés comme favorables au requérant.

De l'initiative du Président ou à la demande d'un membre, il est procédé à un vote par bulletin secret.

Art. 11. Le procès-verbal est signé par le Président de la Commission et le secrétaire.

CHAPITRE V. — De la notification de l'avis ou de la décision

Art. 12. L'avis ou la décision, à la signature du Président, sont notifiés par lettre recommandée, dans les dix jours, au requérant et à son défenseur. Ils sont communiqués dans le même délai au fonctionnaire délégué et au Ministre qui a le personnel dans ses attributions.

CHAPITRE VI. — Dispositions générales

Art. 13. Les minutes, registres et archives de la Commission de recours sont conservés au secrétariat.

Art. 14. Tout problème non prévu au présent règlement est tranché séance tenante à la majorité des voix.

Le vote n'a d'effet que pour le cas considéré.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 286

8 DECEMBER 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende goedkeuring van het reglement van orde van de Commissie van beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;
Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verlopen toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, inzonderheid op artikel 2ter;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter en gelet op de na de beraadslaging van 25 november 1988 genomen beslissing,

Besluiten :

Enig artikel. Het reglement van orde, voorgesteld door de Commissie van beroep inzake verlof, disponibiliteit en afwezigheid, zoals het in bijlage vermeld is, wordt goedgekeurd.

Brussel, 8 december 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve
De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
V. FEAUX

REGLEMENT VAN ORDE VAN DE COMMISSIE VAN BEROEP INZAKE VERLOF, DISPONIBILITEIT EN AFWEZIGHEID

HOOFDSTUK I. — *Het beroep*

Artikel 1. De beroepen worden gericht tot het secretariaat van de Commissie van beroep inzake verlof, disponibiliteit en afwezigheid, op het Secretariaat-Generaal - Bestuursdirectie van het personeel.

Art. 2. Een afschrift van het beroep wordt gericht tot de Minister tot wiens bevoegdheid het personeel behoort.

Art. 3. Binnen een termijn van tien dagen na de indiening van het beroep, zendt de Minister tot wiens bevoegdheid het personeel behoort, of zijn gemachtigde, alle stukken van de zaak, behoorlijk geïnventariseerd, aan het secretariaat van de Commissie over.

Hij vermeldt daarbij de naam, de graad en het adres van de ambtenaar die aangewezen is om de betwiste maatregel te verdedigen.

HOOFDSTUK II. — *De vaststelling van de zittingsdag en de oproeping*

Art. 4. De Commissie vergadert op de dag die de Voorzitter vaststelt.

Art. 5. De voor de zitting opgeroepen leden wonen verplicht de zitting bij. De redenen van een wettige verhindering moeten ter kennis van de secretaris worden gebracht.

Art. 6. § 1. De oproepingen worden gericht tot de bijzitters, de gemachtigde ambtenaar en tot de verzoeker, derwijze dat een termijn van ten minste tien volle dagen gelaten wordt voor de — vertrouwelijke — raadpleging van het dossier.

§ 2. De belanghebbende partijen kunnen kennis nemen van het dossier op het secretariaat van de Commissie.

HOOFDSTUK III. — *De samenstelling van de Commissie*

Art. 7. § 1. Om op geldige wijze zitting te kunnen houden en te kunnen beraadslagen en beslissen, moet de Commissie samengesteld zijn als volgt.

De voorzitter, de secretaris en ten minste vier bijzitters, dit zijn twee leden benoemd door de Executieve of het lid van de Executieve dat daartoe wordt aangewezen, en twee leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties, of hun plaatsvervangers.

Wanneer de Commissie na oproeping van de leden in onvoldoende aantal is, zal zij bij de volgende zitting, in dezelfde zaak, op geldige wijze zitting kunnen houden en kunnen beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. De leden die in de hoedanigheid van hiërarchische meerdere een rol hebben gespeeld bij het nemen van de betwiste beslissing, mogen geen zitting hebben voor de zaak in kwestie.

Dit geldt ook voor de personen die een rol hebben gespeeld in de procedure die tot die beslissing heeft geleid.

Ze zijn verplicht het secretariaat zo vroeg mogelijk daarvan te verwittigen.

Worden niet als zulke personen geacht, de ambtenaren die de leiding van de Bestuursdirectie van het personeel hebben, wanneer ze zich met het onderzoek van het dossier bezighouden om het voor te leggen aan de overheid die de beslissingsbevoegdheid heeft.

Art. 8. De bijzitters die ophouden in actieve dienst te zijn, verwittigen het secretariaat, dat voor hun vervanging zorgt.

De bijzitters die zich in de stand syndikale detachering bevinden, of die ertoe gemachtigd zijn hun functies in een ministerieel kabinet uit te oefenen, verwittigen eveneens het secretariaat en onthouden zich ervan zitting te hebben.

HOOFDSTUK IV. — *De werking van de Commissie*

Art. 9. De vergaderingen van de Commissie van beroep worden door de Voorzitter geopend en gesloten. Deze voert de debatten en zorgt voor de orde van de vergadering.

Er worden notulen opgemaakt.

De notulen beperken zicht tot de volgende vermeldingen :

- de datum van de vergadering;
- de samenstelling van de Commissie;
- de eventueel gehoorde personen;
- de chronologie van de verschillende ogenblikken waarop de verschillende aanwezige personen het woord hebben genomen;
- het advies of de beslissing.

Het advies of de beslissing nemen het resultaat van de beraadslaging over.

Art. 10. § 1. De Commissie vergadert met gesloten deuren.

§ 2. Na de sluiting van de debatten, beraadslaagt en beslist de Commissie in afwezigheid van de partijen, van de personen die ze hebben bijgestaan en van de ambtenaar die belast was met de verdediging van de betwiste maatregel.

§ 3. De adviezen en beslissingen worden aangenomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen, wordt het advies of de beslissing gunstig geacht voor de verzoeker.

Op initiatief van de Voorzitter of op aanvraag van een lid, wordt een geheime stemming gehouden.

Art. 11. De notulen worden door de Voorzitter van de Commissie en de secretaris ondertekend.

HOOFDSTUK V. — *De betekening van het advies of van de beslissing*

Art. 12. Het advies of de beslissing, door de Voorzitter ondertekend, worden bij aangetekend schrijven, binnen de tien dagen, aan de verzoeker en aan zijn verdediger betekend. Ze worden binnen dezelfde termijn aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Minister tot wiens bevoegdheid het personeel behoort, medegedeeld.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepalingen*

Art. 13. De minuten, de registers en het archief van de Commissie van beroep worden bewaard in het secretariaat.

Art. 14. Elk probleem dat niet geregeld is in dit reglement, wordt tijdens de zitting beslecht bij meerderheid van stemmen.

De stemming heeft slechts uitwerking voor het beschouwde geval.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 287

16 DECEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1988 fixant la procédure consultative et instaurant la Commission d'avis telles que prévues à l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, tel que modifié à ce jour;

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 septembre 1985 concernant la valorisation de terrils en ce qui concerne la procédure d'octroi du permis de valorisation et les modalités de l'enquête publique;

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 1985 arrêtant la forme et précisant le contenu des demandes de permis de valorisation de terrils;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1988 fixant la procédure consultative et instaurant la Commission d'avis telles que prévues à l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils;

Vu la procédure de classification en cours prévue au décret du 9 mai 1985 et la nécessité d'y associer la considération de la conservation de la nature, ainsi que la représentation de l'Union des Villes et Communes belges;

Sur proposition des Ministres ayant la Politique économique, les Pouvoirs locaux, l'Aménagement du Territoire, l'Energie et les Ressources du Sous-Sol et la Conservation de la Nature dans leurs attributions;

Arrête :

Article 1er. Au septième alinéa du préambule de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1988 fixant la procédure consultative et instaurant la Commission d'avis telles que prévues à l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils est apportée la modification suivante :

— Après les mots « les ressources du sous-sol » et avant les mots « dans leurs attributions » sont ajoutés les mots « la conservation de la nature ».

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1988 fixant la procédure consultative et instaurant la Commission d'avis telles que prévues à l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils sont apportées les modifications suivantes :

— In fine du premier tiret, après les mots « les ressources du sous-sol », et avant les mots « dans leurs attributions », sont ajoutés les mots « la conservation de la nature ».

— Après le troisième tiret, sont ajoutés un nouveau tiret et les mots « de l'A.S.B.L. l'Union des Villes et Communes belges ».

Art. 3. Le Ministre de la Région wallonne ayant l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 16 décembre 1988.

Le Ministre-Président, chargé de l'Economie et des P.M.E. pour la Région wallonne,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Energie pour la Région wallonne,

G. LUTGEN